

Contribution pour la bataille culturelle du PCF

Le PCF est confronté à un paradoxe majeur. Quasiment jamais, depuis sa création, ses analyses et son message fondateur n'ont été autant en lien avec la situation économique, politique et sociale. Dans le même temps, il n'a jamais été en aussi mauvaise position pour être la structure qui portera les solutions qu'il propose. Ce paradoxe est dû, pour moi, à deux grandes raisons.

- **L'idéologie néolibérale s'est imposée dans tous les domaines de notre société, renforcée et aidée par l'exemple des échecs des pays communistes.** Fort d'une inlassable campagne, de plusieurs décennies de lutte idéologique et d'une débauche de moyens considérables, le mythe de « l'offre et de la demande » est profondément ancré dans l'inconscient collectif. Il est devenu inéluctable pour une grande partie de l'opinion publique (« il n'y a pas d'alternative »).
- **En France, notre parti a eu énormément de mal à se relever de ce retournement.** Il luttait contre un libéralisme militant très virulent, et devait gérer le constat d'échec des pays où le socialisme et le communisme incarnaient le projet officiel d'état. Il a dû gérer une perte de terrain due à l'adoption des idées libérales et individualistes dans la population, tout en abandonnant une partie de ses mythes fondateurs et les fonctionnements en interne qui leur étaient profondément liés. Ces deux faits se sont autoalimentés et ont formé un cercle vicieux : la nécessité de reconstruction lui a fait perdre du terrain, et la perte de terrain (échecs électoraux, perte de villes donc perte d'influence et d'exemples du « faire communiste », départ de militants...) a profondément freiné sa reconstruction.

Cette traversée du désert est en partie derrière nous. Le mythe de l'abondance sous le néolibéralisme se fissure de toutes parts, et prouve de jour en jour son injustice et sa violence. Les inégalités sont de plus en plus criantes, et le mépris du capital de plus en plus assumé.

Nous sommes dans une période de contre-basculement. Dans les années 80, l'échec des pays dits « du socialisme réel » a servi à appuyer la toute puissance des thèses néolibérales, et du marché comme seul moyen de traiter des rapports entre les individus. Aujourd'hui, son inefficacité criante redonne une nouvelle vigueur à l'hypothèse communiste. Beaucoup reviennent de l'objectivité du marché et du primat de la lutte individuelle sur la lutte collective. Beaucoup de jeunes générations, qui n'ont connu que ce « régime », souffrent de cette injustice.

Je pense que le rôle actuel du Parti Communiste Français comporte deux parties. La première, c'est d'être une arme de bataille culturelle, qui s'échine méthodiquement à défaire toutes les idées néolibérales par la contradiction. La deuxième, c'est d'être une organisation qui se donne les moyens de construire cette alternative en s'appuyant sur une stratégie électorale et non électorale.

I) Favoriser des nouvelles consciences de classe

Les forces politiques de gauche se trouvent, en partie malgré elles, à se positionner sur des divisions multiples (culturelles, ethniques, religieuses...). Ces frontières, qui changent régulièrement en fonction des conjonctures médiatiques et politiques, sont traitées de façon indépendante les unes des autres, et toujours déconnectées des questions économiques.

Même si beaucoup d'entre elles sont bien réelles, elles sont utilisées pour gommer l'analyse de classe sociale. Parce qu'elle est un facteur déterminant ou aggravant des autres divisions dans notre société, nous devons défendre, avant toutes les autres, la lecture des rapports entre les individus à partir de leurs conditions économiques.

Et elle peut être reformulée quasiment à l'infini. La mauvaise plaisanterie des « sans-dents » par exemple, peut être vu comme un puissant un outil de rassemblement. Interpeller ceux qui ont des difficultés à payer des couronnes et des implants dentaires, c'est potentiellement parler à plus de 85% de la population.

L'analyse à partir des conditions matérielles permet à un groupe social de s'identifier en tant que tel à partir d'un critère objectif, et donne une lecture plus large des rapports sociaux. Elle favorise l'émergence de solutions pour le plus grand nombre. C'est pourquoi nous devons sans cesse la ramener dans le débat politique, en utilisant tous les angles possibles.

A) Remettre le prolétaire sur le devant de la scène

L'une des remarques que l'on entend le plus, au fil des contacts militants, c'est que les termes « ouvrier » ou « travailleur » ne parlent plus à nos concitoyens. Beaucoup parmi les classes populaires ne s'y identifient pas, et trouvent qu'ils ont un caractère excluant.

La requalification des métiers, la montée du tertiaire ont limité la capacité à fédérer du terme « ouvrier », qui ne parle plus à un grand nombre de salariés et de travailleurs. D'ailleurs, beaucoup de salariés qui peuvent être objectivement considérés comme ouvriers ne se définissent plus en tant qu'« ouvriers ». De même, le terme « travailleur », a tendance à exclure une grande fraction des classes populaires, celle des demandeurs d'emploi.

Il ne faut, bien sûr, pas abandonner les termes « ouvriers », « travailleurs » et « salariés ». Mais la mise en avant plus fréquente du concept de « prolétaire » à une portée beaucoup plus large pour notre message politique. La définition de « celui qui ne possède que sa force de travail » a le mérite de rassembler un panel allant du chômeur en fin de droits à un grand nombre de cadres, y compris des cadres dits « supérieurs » (le terme « cadre supérieur » est très flou, pouvant refléter des écarts salariaux exponentiels d'une entreprise à l'autre).

Cela peut passer pour un élément de détail, mais je pense que l'emploi de termes et de définitions plus larges sont également le socle de luttes sociales plus larges. Une définition, un terme, incluant les personnes employées et les personnes en recherche d'emploi est un élément vital pour une lutte sociale massive, particulièrement en période de chômage de masse.

Remettre au goût du jour la définition de prolétaire, et la « conscience du prolétariat », peut participer à la création d'une nouvelle conscience de classe. Sous cette bannière, des individus qui aujourd'hui ne pensent rien avoir en commun peuvent réaliser qu'ils sont en réalité soumis aux mêmes difficultés.

C'est un élément clé de notre bataille culturelle. Le terme « prolétaire » est actuellement connoté négativement pour de nombreuses raisons. Mais amener à cette définition est un socle puissant de rassemblement. Elle peut d'ailleurs être abordée par une multitude d'angles, comme celui des victimes de la loi du marché.

B) **Un angle rassembleur et parlant à tous : celle des victimes la loi de l'offre et de la demande.**

Une des clés de la pensée néolibérale, c'est la croyance religieuse dans la loi de l'offre et de la demande, dans le marché. Dans ce nouveau dieu qui récompense ceux qui respectent sa loi et pourfend ceux qui ne la respectent pas (« Comment les marchés vont réagir à telle ou telle politique »). Beaucoup des économistes « orthodoxes », malgré le nombre incalculable d'erreurs qu'ils ont commises, sont écoutés et entendus comme les passeurs d'une parole divine contre laquelle on ne peut rien.

S'il est particulièrement visible et brutal dans les problèmes d'économie internationale, le marché l'est tout autant dans notre vie de tous les jours. Il est à la fois le fondement et la justification de la majorité des difficultés rencontrées par la population.

Les problèmes de logement (spéculation immobilière, marchands de sommeil...), d'emploi (travail dissimulé, délocalisation, sous catégories économiques permettant de baisser les salaires : femmes, jeunes, immigrés...) sont entretenus, reproduits, et justifiés sous la labellisation du marché.

La liste des différents marchés auxquels nous sommes soumis quotidiennement, pourrait aisément être la boussole à court, moyen et long terme de notre organisation politique. Chaque fois que le terme « marché de » est apposé à un domaine, il est presque invariablement synonyme de profit et de rentabilité, d'injustice et d'inégalités.

C'est à la fois une description pessimiste de notre société et un formidable terrain de conquête pour notre parti. Partout où le marché est présent, des solutions communistes peuvent être formulées pour mieux encadrer, réguler, ou gérer à sa place. Les lieux de luttes sont nombreux, comme les domaines où nous pouvons gagner en influence.

C'est pourquoi la confrontation à la logique de marché doit être le terrain de lutte primordiale de notre parti. En priorité où celle-ci amène à des conditions humaines déplorables. Et partout où elle est vécue comme quelque chose allant de soi, notre organisation doit en porter la critique.

C'est en déconstruisant ces logiques aliénantes, une par une, dans la durée, que nous favoriserons de nouvelles aspirations politiques et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux.

II) **Une organisation pour les citoyennes et les citoyens, se donnant les moyens de vivre par elle-même**

A) **La nécessité de dissocier en partie les stratégies électorale et militante du PCF**

L'impasse du débat « dehors ou dedans » et la nécessité de mener le combat sur les deux fronts.

Le débat le plus chronophage de notre organisation, parfois le plus déchirant, est celui du « dehors ou dedans ». En gros, pour ou contre aller dans les institutions, en s'alliant au niveau local avec d'autres partis, notamment le PS. Un débat renvoyant, souvent brutalement, dos à dos deux camps, entre le « vendu social-démocrate » et le « gauchiste sectaire ».

Je pense que ce débat est très important, mais il est dans le même temps à la fois une impasse et un frein. Notamment parce que tout ne s'explique pas par le positionnement vis-à-vis du Parti

Socialiste. Au niveau local, des collectifs PCF ont perdu de l'influence en adoptant une position rigide l'encontre du PS, d'autres en ont gagné. A l'inverse, là où les élus PCF sont présents dans les exécutifs, nous avons, selon les contextes locaux, perdus ou gagné en rayonnement.

S'il y avait un positionnement magique qui permettrait invariablement de faire gagner en influence le PCF, le débat aurait été tranché depuis longtemps. En revanche, ce qui s'impose à tous les collectifs locaux, quel que soit le positionnement vis-à-vis des institutions locales, c'est l'influence de l'organisation sur le territoire.

Si la construction d'un rapport de force dans les institutions est essentielle, comme le fait d'avoir des représentants qui portent ce projet en leur sein, je pense que le parti doit avoir à cœur de mener une double stratégie, électorale et militante.

Concrètement, je pense que notre organisation doit développer un double message : « ce que l'on fera pour les citoyennes et les citoyens si nous sommes élus », qui est essentiel, et « ce que l'on fera pour les citoyennes et les citoyens, élus ou non », qui l'est au moins tout autant.

Ce débat devient de plus en plus urgent dans notre organisation, en partie parce que le rôle des contre-pouvoirs démocratiques est de plus en plus bafoué. Il a été fortement réduit pour les collectivités locales, car la baisse de leurs moyens financiers tend à réduire les marges de manœuvre pour incarner un choix politique. Au niveau national, si les élus sont une caisse de résonance des luttes sociales et un moteur de contre-propositions, force est de constater que l'exécutif fait globalement ce qu'il veut, même lorsqu'il a contre lui une majorité des parlementaires de gauche (le 49.3 pour la loi Macron en est le meilleur exemple).

L'alternative politique au libéralisme viendra de l'intérieur et de l'extérieur des institutions. Et s'il doit être force de proposition et de lutte à l'intérieur, le PCF doit en être un acteur majeur du « nouveau monde » en dehors.

Un projet propre au parti, indépendant des résultats électoraux, est indispensable quel que soit le choix électoral et institutionnel, pour de nombreuses raisons :

- Pour les collectifs PCF ayant fait le choix de la rupture, la question est très simple : il ne peut vivre que par l'activité du parti. Le rapport de force se crée en fonction de la vigueur de l'organisation politique, et détermine en grande partie la force des luttes politiques du PCF au niveau local.
- Les élus qui ont fait le choix de rentrer dans des exécutifs sont autant dépendants de la force du PCF dans la société. Tout d'abord, parce que dans les débats en interne dans une majorité, l'appui extérieur dans le rapport de force pèse de tout son poids. Mais aussi parce que le futur bilan de nos élus dans les exécutifs est fortement dépendant de leur score électoral. Il détermine la place et le nombre d'élus, le nombre et l'importance des politiques qu'ils auront à mener au sein de cet exécutif. Le bilan influe sur le score autant que le score influe sur le bilan.
- Se donner des perspectives propres à la place notre organisation dans la société, en parallèle des échéances électorales, est beaucoup plus motivant pour un militant. Si l'engagement politique comporte son lot de difficultés, ramener l'activité du parti à la gestion d'une défaite

ou d'une demi-victoire électorale tous les deux ans, va, à la longue, réduire notre effectif aux plus militants (ou masochistes) d'entre nous.

- Cette activité d'organisation hors campagne permet d'amener de nouveaux militants sur des activités qui leur correspondent mieux. Elle permet aussi de sensibiliser de nouveaux sympathisants, et de lancer ou relancer des collectifs dans les villes où le parti a peu d'influence.
- Enfin, un collectif sollicité régulièrement a tendance à se mobiliser mieux et plus vite pour les campagnes électorales, et est mieux connu dans la population.

C'est pourquoi je pense que le parti devrait avoir à cœur d'avoir un projet cohérent en tant qu'organisation politique. Une organisation communiste ne peut être seulement une rampe de lancement électorale, elle doit avoir un rôle concret dans la population et l'assumer. Un rôle au plus près des habitants, des luttes et des mouvements sociaux, par le développement des initiatives de solidarités concrètes, de structures d'économie sociales et solidaires....

Pour ne donner qu'un exemple, on peut aborder la question des commissions du parti. Parce que le PCF a été progressivement réduit au rôle d'outil de conquête électorale, le rôle de ses commissions se réduit à l'élaboration des programmes du parti et à une veille de l'action gouvernementale. Renforcer les commissions, c'est aussi leur donner des missions propres au parti en tant que mouvement militant, indépendantes de la bataille électorale. Des mouvements pouvant relever traditionnellement de l'action associative (Organisations d'évènements, de campagnes propres, partenariat d'action avec le mouvement associatif, soutien à la création de structures d'ESS...).

B) Un exemple d'apport du PCF à la société : Le partage au plus grand nombre de ses connaissances.

Je trouve que La politique du parti est devenue, bien malgré nous, lissée sur celle des autres partis de la cinquième république. Pour être plus clair, nous pratiquons, à l'inverse de ce que nous prôtons en économie, une politique de l'offre et non de la demande.

Nous basons électoralement notre message politique sur la base d'un positionnement relatif aux autres partis. Très grossièrement, le PCF serait « à gauche du PS et à droite du NPA », en proposant un programme le plus à gauche possible, permettant une distinction nette entre les propositions des autres et nos propres propositions. Cette donnée, qui nous est en grande partie imposée par le système électoral, nous confronte à un double écueil.

Le premier, c'est qu'il suffit qu'un parti (au hasard, le PS) perde tous ses repères de gauche pour que nous soyons soumis à une forme d'inertie politique, et que, bien souvent, la principale information retenue par beaucoup de gens à propos de notre parti, c'est notre rapport aux autres organisations. C'est logique, puisque la compétition électorale nous force à construire notre message en fonction de celles-ci.

Le deuxième, c'est que nous élaborons bien souvent les programmes entre initiés et militants, et une grande partie de nos propositions ne parlent qu'à un nombre restreint de la population. Beaucoup de nos programmes, à tous les niveaux institutionnels, proposent des solutions portant une ambition réelle de progrès social, mais qui ne correspondent malheureusement pas aux attentes des électeurs.

A cela, nous avons répondu par une méthode, celle de la construction du programme avec les citoyens. Cette construction est essentielle, mais comporte des vraies limites. Entre autres, les « nouveaux » en savent moins que les militants aguerris, et ce sont souvent ces derniers qui formulent les solutions du collectif. Ces structures découragent les citoyennes et citoyens qui ne sont pas rompus aux AG, et les collectifs citoyens ne regroupent souvent que les militants des organisations et « les compagnons de route » très politisés.

La construction commune et la vraie prise en compte de l'avis des habitantes et des habitants est un enjeu clé d'un mouvement politique qui réussit, mais elle nécessite que tout le monde soit au même niveau d'information.

La création d'un outil internet performant.

Parce qu'il est autant vecteur de la communication néolibérale que foyer d'émergence de mouvements sociaux, internet est devenu un véritable espace politique, demandant à notre organisation un engagement plus fort, sur une démarche de long terme. Je pense qu'une des priorités de notre organisation est de renforcer son site internet, notamment dans sa partie information et formation.

Il faut être militant pour bénéficier de la formidable ressource d'expérience et de savoir du parti communiste Français. Je pense, à l'inverse, que faire bénéficier à tous de l'expérience et des savoirs du PCF peut encourager un certain nombre de personnes à être militantes. De même, si le PCF contribue à faire de l'ensemble de ses militants des communistes aguerris et formés, les personnes les plus aptes à prendre leur carte au PCF sont ceux qui se reconnaissent dans le communisme.

Il y a, depuis quelques années, une forte demande de formation politique en dehors des cadres collectifs des partis, en particulier chez les jeunes. Ils se forment en autodidacte sur internet, picorent à droite à gauche, à la recherche de réponses aux nombreuses questions sur un monde qui ne tourne pas rond.

Je pense que le partage de notre savoir en accès libre, en particulier sur internet, est une des missions prioritaires de notre organisation. Au niveau économique, philosophique, historique et sociologique, nous sommes les héritiers d'une école de pensée, le marxisme, et d'une famille politique avec une histoire propre. Une histoire pétrie de contradictions, de réfutations, d'apports, enrichie au fil du temps par des générations de militants, de politiques et d'intellectuels.

Nous sommes en partie tributaires d'un certain regard sur la société, et nous nous devons d'en être des passeurs. Et le plus dramatique, c'est que d'autres le font pour nous : les références des auteurs marxistes sont maintenant utilisées pour justifier des thèses portées par nos adversaires politiques, bien souvent contre nous (de Nicolas Sarkozy citant Gramsci aux organisations politiques proches de l'extrême droite).

Je pense qu'une plateforme internet de formation ouverte à tous, pourrait être un véritable apport du PCF pour la société française :

- **Une plateforme présentant de façon claire et vulgarisée les apports théoriques des auteurs qui ont marqué notre histoire intellectuelle.** Force est de constater que les théories marxistes ne sont pas les plus faciles d'accès, et un militant rompu à ces théories possède en général un capital culturel élevé, nécessaire pour pouvoir les comprendre. C'est dommageable à double titre, parce qu'elles limitent fortement le succès qu'elles devraient avoir, et qu'elles instaurent souvent, au sein même de notre organisation, une division de fait entre « ceux qui pensent » et « ceux qui font ». Tout le monde au PCF doit pouvoir faire de la théorie, et l'appuyer à son expérience pour pouvoir donner un avis sur la stratégie du parti.
- **Une plateforme nous donnant les moyens de créer nos propres contenus, et de donner à tous des éléments contradictoires à la propagande néolibérale.** Elle nous permettrait, à peu de frais, d'exposer en vidéo, en articles, les positions du parti à partir de raisonnements longs et détaillés.
- **Une plateforme qui explique clairement et simplement le fonctionnement des institutions, insondable pour qui n'a jamais préparé de concours de la fonction publique.**
- **un outil qui nous permettrait de partager et faire connaître largement nos propositions.** Les reproches que nous faisons au CSA sur la faible présence du PCF dans les médias sont justes et fondés, mais ne changeront hélas pas grand-chose. C'est un phénomène connu par le parti depuis sa création : la presse bourgeoise, qu'elle que soit sa forme, ne parle pas du Parti Communiste Français. Elle ne le fait que si elle est obligée de le faire. Des tracts et affiches aux postes de distributions de « l'humanité », Nous sommes en charge de 90% de la diffusion de nos idées. C'est dommageable, mais c'est un état de fait. La création d'un circuit de diffusion performant de nos contenus sur internet, alors même que la presse écrite est moins lue et la télévision moins regardée, devient essentielle.

Si internet n'est pas la panacée universelle, il représente un champ politique que nous ne pouvons pas ignorer dans la période actuelle. Un grand nombre de citoyennes et de citoyens sont à la recherche d'un regard différent que celui qui leur est servi par les médias, et la stratégie internet du parti est profondément liée à son utilité publique dans la population. Elle n'est pas opposable à un militantisme de terrain, mais complémentaire. Internet est devenu un espace public à occuper.